

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

110.000 EUROS NET PAR AN

C'est, en moyenne, ce que rapporte une prostituée au réseau de proxénétisme qui l'exploite, en Europe. En France, cela représenterait un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards d'euros. Tout cela sous la menace des coups, des viols, de la toxicomanie, à raison de 10 à 15 passes par jour. En France, la soumission à un réseau de traite concerne plus de 85 % des prostituées. C'est ce système qu'il faut abolir, en cassant le marché de la prostitution.

source : rapport 2011 de la fondation Scelles.

DÉLIT DE « RACOLAGE » : ABROGATION !

Il faut abroger le délit de racolage, « actif » comme « passif » (loi de 2003), qui soumet les prostitué.e.s à la pression policière. Les responsables de ce système d'exploitation, ce ne sont pas elles, mais les proxénètes (proxénètes et « clients »).

ET LA « LIBERTÉ » DANS TOUT ÇA ?

La liberté, ce n'est pas le libéralisme. Le « droit à la pute » revendiqué par certains « salauds » autoproclamés ou des féministes en carton comme Elisabeth Badinter, ce n'est que la liberté du plus fort, la monétarisation de la domination patriarcale.

Des prostitué.e.s indépendant.e.s se disent « fières d'être putes » ? Nous ne les contredisons pas. Mais on ne peut, au nom de ce particularisme, renoncer à la lutte contre le système proxénète, qui concerne 85 % des prostitué.e.s. De la même façon, nous militons pour une société dénucléarisée, malgré l'indignation de certains salarié.e.s d'EDF qui croient défendre leur emploi ; et nous nous opposons à la libéralisation du travail du dimanche, bien que certain.e.s salarié.e.s veuillent casser ce verrou pour améliorer leur revenu.

Des droits sociaux ? Oui, mais attachés à l'individu, pas à un « métier », ni à un « statut », car le statut de « travailleur.se du sexe » serait une bénédiction pour l'industrie du proxénétisme.

FÉMINISME

Liberté = abolition du système prostituuteur

COMMENT ABOLIR ?

En premier lieu, en faisant reculer la misère.

- par le droit au logement ;
- par le droit à un revenu pour toutes et tous (ne serait-ce que l'accès au RSA pour les moins de 25 ans) ;
- par la liberté de circulation des migrant.e.s (qui, forcé.e.s à la clandestinité, sont une proie idéale pour les proxénètes).

– par l'éducation des hommes à des rapports non sexistes.

Le problème, c'est que quel que soit le discours féministe du gouvernement PS-EELV, sa politique d'austérité sape la protection sociale et donc aggrave la pauvreté, et qu'il refuse obstinément de régulariser les sans-papiers...

LA FAUSSE BONNE IDÉE DE LA LIBÉRALISATION

En Allemagne, où a été créé, en 2002, un statut de « travailleur.se du sexe », seule une infime minorité de prostitué.e.s (0,011 %) y a adhéré.

La vérité de la libéralisation et du « statut » est qu'ils ont décomplexé les « clients », et permis aux réseaux proxénètes de prospérer : ils contrôlent aujourd'hui 400 000 prostituées en Allemagne, contre environ 20 000 en France.

source : *Le Monde*
du 7 novembre 2013.

ÉDUCER LES HOMMES

En France, 12 à 18 % des hommes ont déjà participé au système prostituuteur une fois dans leur vie. Si une partie d'entre eux sont d'irréductibles cyniques, parfaitement conscients de ce qu'ils font, beaucoup préfèrent se voiler la face et adhérer aux mythes glamour, strass et paillettes qui entourent la prostitution. C'est sur la froide réalité qu'il faut leur ouvrir les yeux. Le patriarcat ne reculera qu'en changeant les mentalités.

sources : Saïd Bouamama et Claudine Legardimier, *Les Clients de la prostitution*, l'enquête, 2006 ; Nathalie Bajos et Michel Bozon, *La Sexualité en France*, 2008.

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP.



Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire. 23 novembre 2013

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.

Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....